ANALYSE 2012

Quel rôle pour l'Église dans les conflits importés ?

pax christi

acteur de paix

Publié avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Quel rôle pour l'Eglise dans les conflits importés ?

Les guerres à répétition qui frappent le cœur de l'Afrique centrale ont un impact tout particulier en Belgique en raison de l'histoire commune qui la lie à cette région, mais aussi en raison de l'importance des diasporas congolaises, rwandaises et burundaises qui y sont installées. Par son influence auprès de ces communautés d'immigration, l'Eglise catholique de Belgique pourrait être un acteur de premier ordre dans les processus de réconciliation entre ces peuples déchirés. Un travail qu'elle doit mener ici, dans les paroisses belges, et maintenant.

Aujourd'hui, les conflits ne connaissent plus de frontières. Cette mobilité des conflits découle d'une mondialisation qui a entraîné à la fois une migration des populations et une proximité importante de ces dernières avec les régions dont elles sont originaires et avec les conflits qui les agitent. Les diasporas et les communautés d'immigration, constamment en contact avec leurs parents restés au pays, ressentent avec la même violence que ceux-ci les injustices dont ils sont victimes. Comme eux, elles sont tentées de répondre à la violence par la violence.

Ainsi, les conflits que connaissent la République Démocratique du Congo, le Rwanda ou le Burundi, dont les diasporas sont particulièrement nombreuses sur le territoire belge, ont un impact direct sur celui-ci.

Moments de cristallisation

Fin 2011, les images des émeutes qui secouaient le quartier de Matongé, à Ixelles, faisaient le tour de la Belgique[1]. On y voyait des vitrines cassées, des policiers en nombre qui quadrillaient le quartier et chargeaient la foule des manifestants. Les raisons de ces tensions ? Une élection présidentielle qui se déroulait à 6.000 km de là. Les manifestants bruxellois, informés par leurs familles et amis restés au pays des soupçons de fraude et des nombreuses irrégularités, voulaient crier leur désarroi. Dans la foule, on retrouvait tous ceux qui voulaient exprimer leur ras-le-bol et leur consternation par rapport à même violence que ceux-ci les injustices dont ils sont victimes. Comme eux, ils sont tentés de répondre à la violence par la violence.

Ainsi, les conflits que connaissent la République Démocratique du Congo, le Rwanda ou le Burundi, de la façon dont leur pays d'origine était géré.

Plus fréquemment, les fêtes nationales et commémorations du génocide sont pour une autre communauté, celle du Rwanda, des moments de tensions[2]. En fonction de son ethnie, de l'époque de la migration et de la raison de celle-ci, les dates et le sens qu'on donnera à celle-ci seront différents. Ce phénomène affecte de la même manière le Burundi. Les différents massacres et la guerre civile de 1 ion, les Rwandais auront des jours de fête différents. Au lieu de rassembler, comme c'est la fonction des jours de fête et de commémoration, ce sont des moments de division où chacun retrouve les lignes de fracture qui divisent la communauté.

[1]Maisin Annabel, Quand les élections congolaises s'invitent à Matonge…, http://paxchristiwb.be/publications/analyses/quand-les-elections-congolaises-s-invitent-a-matonge,0000332.html)

[2]Udahemuka SN Dia Noël, Le cinquantenaire paradoxe : les diasporas rwandaises et les Fêtes nationales, (http://paxchristiwb.be/publications/analyses/le-cinquantenaires-paradoxe-les-diasporas-rwandaises-et-les-fetes-nationales,0000348.html)

Chaque nouvelle date ravive le souvenir des souffrances et des divisions.

Les processus qui touchent le Rwanda, affectent de la même manière le Burundi. Les différents massacres et la guerre civile de 1993 ont laissé des marques. La méfiance réciproque qu'éprouvent les Burundais, les uns par rapport aux autres, ne faiblit pas de manière significative.

Les soubresauts des interminables guerres que connaît l'Est du Congo se font également sentir à Bruxelles. Ainsi, la conquête de Goma, la principale ville du Kivu, par le M23, une rébellion appuyée selon les dires de l'ONU par le pouvoir rwandais[3], a réveillé de nouvelles tensions. Des centaines de manifestants d'origine congolaise réclamaient ainsi fin novembre 2012 le départ de Joseph Kabila, tenu pour responsable de la chute de Goma. Parallèlement, les tensions entre communautés congolaises et rwandaises se faisaient plus fortes.

Violence au quotidien

Au-delà de ces moments spécifiques que constituent les élections, les fêtes ou les événements apportés par l'actualité et qui favorisent une cristallisation des tensions, la véritable violence des conflits se vit au quotidien. Elle est profondément ancrée dans le vécu et dans les mentalités des communautés.

De nombreux membres des diasporas d'Afrique centrale témoignent de la difficile cohabitation de leurs communautés dans les villes et villages de Belgique. Les ennemis d'hier ou d'aujourd'hui sont amenés à se rencontrer quotidiennement dans la rue, dans les magasins, dans les transports en commun et dans tout lieu de socialisation.

La violence se traduit par des voies de fait telles que des comportements dédaigneux, des regards de travers, des insultes, voire des menaces. Son omniprésence rend la vie difficile. On hésite à se déplacer par peur de croiser l'autre.

Responsabilité des Belges

Nous ne pouvons pas fermer les yeux devant ces conflits et ce, pour des raisons internes et externes. Au niveau interne, nous ne pouvons que constater que les conflits dans lesquels les diasporas d'Afrique centrale sont plongées peuvent fragiliser le vivre-ensemble. Autant nous luttons et devons lutter contre le racisme dont peuvent faire preuve les « autochtones » et dont sont victimes les minorités, autant nous devons faire de même quand les mêmes processus opèrent entre les minorités elles-mêmes. Le mouvement de lutte contre le racisme s'est trop longtemps aveuglé en pensant que les personnes victimes de discriminations ne pouvaient elles-mêmes être discriminantes. Rien n'est plus faux.

Un tel travail est un enjeu de démocratie essentiel. Comment en effet assurer une co-inclusion harmonieuse de ses communautés dans la population si elles continuent à être la proie de telles tensions. Aucune question ne peut être abordée sérieusement avec elles sans que nous ne risquions d'y voir le prisme du conflit.

Au niveau externe, il est nécessaire que nous prenions conscience que les communautés d'immigration disposent d'une influence certaine dans leur pays d'origine. Par la réussite qu'elles incarnent, par les moyens financiers dont elles disposent, par la liberté de ton qu'elles

[3] Le soutien du Rwanda et de l'Ouganda au M23 a été documenté par le Groupe d'experts des Nations Unies, par des ONG internationales comme Human Rights Watch et congolaises et confirmé par la CENCO (Conférence épiscopale nationale du Congo)

sont les seules à pouvoir avoir, elles peuvent peser sur les événements. Si les diasporas s'agitent à Bruxelles, l'impact se fera sentir à Kinshasa, Kigali ou Bujumbura. Au contraire, si elles sont calmes, elles vont jouer un rôle d'apaisement.

Cet enjeu est particulièrement intéressant parce qu'il permet à la population belge de prendre conscience que les conflits internationaux ne sont pas si déconnectés de sa réalité qu'elle n'a tendance à le penser. La chute de Goma a une influence directe sur mon voisin de palier ? Finalement, la globalisation amène également la nécessité d'une prise de conscience globale des conflits.

Responsabilité particulière de l'Eglise de Belgique

Les paroisses sont pour certaines diasporas et communautés d'immigration, notamment issues d'Afrique centrale, le lieu de socialisation par excellence. Il est assez normal qu'elles soient le reflet des conflits qui secouent les paroissiens. Le risque de voir des fidèles choisir une paroisse ou une autre en fonction de critères nationaux, ethniques ou politiques est réel.

Par ailleurs, l'expérience nous a appris que les agents pastoraux eux-mêmes n'étaient pas à l'abri des conflits. L'Eglise n'est pas toujours un rassemblement d'homme pieux et apaisés qu'elle aimerait être. Des agents pastoraux, qu'ils soient ou non issus de l'immigration, peuvent être partie prenante d'un conflit et s'y impliquer au point de menacer la cohésion d'un doyenné, voire d'un diocèse. Ce faisant, ils entraînent l'Eglise dans des conflits et l'amène même à leur servir de caisse de résonance. Or, on le sait, l'influence des agents pastoraux sur une paroisse est décisive et s'ils venaient à attiser un conflit, son impact serait démultiplié et les conséquences catastrophiques.

Il s'agit donc pour l'Eglise de Belgique dans un premier temps d'être extrêmement attentive à la formation et à la sensibilisation de son personnel aux tensions potentielles qui peuvent traverser les paroisses. Il s'agit également de faire des choix avisés afin d'éviter au maximum que des paroisses ne s'uniformisent trop. Une diversité d'origine doit être maintenue autant que possible pour favoriser les contacts et les échanges entre les groupes.

Les outils, souvent méconnus de la communication non violente, peuvent amener les agents pastoraux à se lancer dans la difficile route qui mène à la réconciliation, au pardon et à la paix. Il serait bon que l'Eglise ait une politique proactive de ces outils lors des formations qu'elle donne à ses agents afin que ceux-ci puissent régler les éventuels problèmes qui les divisent. Les résultats des interventions présentes menées par Pax Christi avec ces outils se sont révélés concluantes.

La responsabilité de l'Eglise de Belgique ne s'arrête bien entendu pas à la sensibilisation des seuls agents pastoraux issus des migrations mais aussi à celle de l'ensemble des chrétiens aux enjeux du vivre-ensemble et de la non-violence.

Une telle dynamique, nous en sommes persuadés à Pax Christi, pourrait lancer un cercle vertueux qui rejaillirait sur l'ensemble de la société belge mais pourrait aussi aider les pays d'Afrique centrale à sortir de l'ornière dans laquelle ils semblent s'embourber continuellement.

Nicolas Bossut
Pax Christi Wallonie-Bruxelles
Décembre 2012